



la Confédération
de demain

Rôle des gouvernements et partage des pouvoirs :

LE FÉDÉRALISME EN CONTEXTE DE PANDÉMIE

RAPPORT TIRÉ DU SONDAGE
DE 2021 AUPRÈS DES CANADIENS
SUR LA CONFÉDÉRATION DE
DEMAIN

Sommaire

AVRIL 2021

**Environics
Institute**
For Survey Research

**CANADAWEST
FOUNDATION**


CENTRE D'ANALYSE POLITIQUE
CONSTITUTION FÉDÉRALISME

**JOHNSON
SHOYAMA**
GRADUATE SCHOOL OF PUBLIC POLICY
UREGINA ▽ USASK

IRPP

INSTITUT
DE RECHERCHE
EN POLITIQUES
PUBLIQUES

INSTITUTE
FOR RESEARCH
ON PUBLIC
POLICY

 **STFX**
UNIVERSITY

BRIAN MULRONEY
INSTITUTE OF GOVERNMENT

Les sondages sur la Confédération de demain sont des enquêtes annuelles menées conjointement par les grands organismes de politiques publiques suivants : **l'Environics Institute for Survey Research, Canada West Foundation, le Centre d'analyse politique – Constitution et Fédéralisme, l'Institut de recherche en politiques publiques, le Brian Mulroney Institute of Government et la Johnson Shoyama Graduate School of Public Policy.** Ils permettent aux Canadiens d'exprimer leur avis sur les grands enjeux qui orientent l'avenir de la fédération et de leurs communautés politiques. L'enquête de 2021 repose sur un sondage auprès de 5 814 adultes, mené en ligne du 25 janvier au 17 février (dans les provinces) ainsi qu'en ligne et au téléphone du 25 janvier au 1er mars (dans les territoires). Les résultats du sondage sont pondérés selon la région, le genre, l'âge, la langue, le niveau d'éducation, le statut d'immigrant et l'identité autochtone afin de s'assurer qu'ils sont représentatifs à l'échelle nationale. Lorsque les résultats sont présentés pour les territoires (individuellement ou combinés), ils sont pondérés séparément afin de s'assurer qu'ils sont représentatifs de cette région.

L'Environics Institute tient à remercier l'Institut de recherche en politiques publiques pour son soutien dans la traduction du sommaire du présent rapport.

Sommaire

La pandémie de COVID-19 a confronté tous les gouvernements du pays à des défis colossaux. Leur priorité actuelle demeure la lutte à la transmission du virus et l'accélération de la campagne de vaccination, mais ils préparent aussi l'avenir en examinant les mesures nécessaires pour relancer l'économie. Dans ce contexte, il est frappant de constater que l'avis des Canadiens sur le rôle des gouvernements et la collaboration entre ceux-ci a peu évolué depuis le début de la pandémie. En particulier, la plupart restent favorables au caractère décentralisé de la fédération. Même s'ils soutiennent majoritairement l'augmentation des transferts fédéraux en matière de santé, de soins aux aînés et de garde d'enfants, ils restent plus partagés sur l'obligation pour les provinces et territoires d'adhérer à des normes nationales pour recevoir ces transferts.

Taille et impact des gouvernements

Depuis deux ans, les Canadiens ont conservé le même avis sur la taille des gouvernements. Dans chaque province, une majorité simple privilégie le statu quo, l'option d'un gouvernement de plus grande taille arrivant au deuxième rang et celle d'un gouvernement de plus petite taille au tout dernier. Si les citoyens des villes d'au moins un million d'habitants préfèrent plus souvent un gouvernement élargi « offrant plus de services », seul un Canadien sur cinq de l'ensemble des municipalités privilégie un gouvernement réduit « offrant moins de services ».

À l'heure où plusieurs s'inquiètent de la polarisation politique, on notera qu'aucune des deux options sur la taille des gouvernements (plus grande ou plus petite) ne recueille une majorité d'appuis chez les partisans des principaux partis fédéraux. Dans chacun des partis, environ la moitié favorisent le statu quo ou se disent sans opinion, l'autre moitié se partageant également entre les deux options.

Pour ce qui est de l'impact des gouvernements, on n'observe actuellement aucun consensus parmi les Canadiens. C'est en proportions presque égales qu'ils considèrent que les

gouvernements ont un impact positif ou négatif sur « la vie de la plupart des gens ». Mais leur opinion a légèrement évolué depuis 2019, puisqu'ils sont aujourd'hui moins nombreux à juger cet impact négatif.

Les résidents des provinces des Prairies sont plus susceptibles d'affirmer que les gouvernements ont un impact négatif sur leur vie, alors que ceux du Québec, des provinces de l'Atlantique et des territoires sont les moins enclins à partager cet avis. Les citoyens des villes d'au moins 200 000 habitants parlent plus souvent d'un impact positif, la tendance s'inversant dans les villes moins peuplées.

Partage des pouvoirs au sein de la fédération

La pandémie n'a pas amené les Canadiens à changer d'avis sur le partage optimal des pouvoirs au sein de la fédération. La plupart restent favorables à son caractère décentralisé, et ils sont relativement peu nombreux à juger nécessaire de transférer à Ottawa certains des pouvoirs de leur province ou territoire. En fait, malgré le rôle décisif qu'Ottawa a joué pendant la crise sanitaire en assurant un soutien d'urgence, la proportion de Canadiens qui privilégient une fédération plus centralisée est aujourd'hui légèrement inférieure à ce qu'elle était avant la pandémie.

Comme toujours, les Québécois sont plus enclins à juger que leur province devrait assumer plusieurs des responsabilités qui échoient au gouvernement fédéral. Mais au Québec comme dans le reste du pays, les Canadiens sont relativement peu nombreux à souhaiter un transfert des pouvoirs à Ottawa.

Si les avis ont peu évolué à l'échelle du pays, on observe des changements plus marqués dans certaines provinces. Plus précisément en Alberta et en Saskatchewan, où le soutien à l'accroissement des pouvoirs provinciaux a sensiblement reculé depuis deux ans. On continue toutefois d'y appuyer plus fortement la décentralisation que partout ailleurs sauf au Québec.

Normes et programmes nationaux

Si le montant des transferts fédéraux vers les provinces et territoires a toujours suscité débats et tensions entre les deux ordres de gouvernement, la pandémie a fait ressortir l'urgence d'une véritable solution. Car les systèmes de santé provinciaux et territoriaux croulent sous la pression alors même que la crise sanitaire a révélé les faiblesses du filet social canadien, notamment en matière de garde d'enfants et de soins aux aînés.

C'est dans ce contexte que le Sondage de 2021 auprès des Canadiens sur la Confédération de demain fait état d'un appui massif à l'augmentation des transferts fédéraux en matière de santé, de soins aux aînés et de garde d'enfants vers les provinces et territoires. Les avis sont toutefois plus partagés sur le caractère conditionnel de ces transferts. Environ 40 p. 100 des Canadiens estiment qu'Ottawa doit mieux financer les provinces et territoires tout en leur permettant de dépenser ces fonds à leur guise pour améliorer leurs propres services. Pour le tiers environ, le gouvernement fédéral doit définir un même ensemble de normes pour les services fournis dans chacun des trois domaines, puis augmenter ses transferts uniquement vers les provinces et territoires qui respectent ces normes.

Comme souvent sur ces questions, les Québécois divergent d'opinion avec le reste des Canadiens. Ils sont ainsi deux fois plus nombreux à soutenir les transferts sans condition plutôt que les transferts conditionnels à l'application de normes nationales. Ailleurs au pays, leurs compatriotes se partagent presque également entre les deux options.

On observe d'autres divergences entre les provinces et régions hors du Québec, qui peuvent toutefois varier selon les trois domaines de financement cités dans le sondage. En Ontario, par exemple, où les soins aux aînés ont fortement retenu l'attention pendant la pandémie, la tendance favorise légèrement les transferts conditionnels au respect de normes nationales plutôt que sans condition.

Comme on peut s'y attendre, les avis sur cette question varient selon l'adhésion aux principaux partis fédéraux. Les partisans du Bloc québécois sont ainsi les plus favorables aux transferts sans condition, suivi par ceux du Parti conservateur. Mais seuls les premiers privilégient majoritairement cette option. Sauf chez les bloquistes, les avis sur la conditionnalité des transferts fédéraux divergent aussi bien entre les principaux partis qu'au sein de chacun d'eux.

Le financement des programmes sociaux soulève un deuxième enjeu, qui concerne la possibilité pour les provinces de se retirer d'un nouveau programme national tout en recevant des fonds fédéraux pour établir elles-mêmes un programme semblable. La moitié des Canadiens sont d'accord pour assurer ce droit de retrait aux provinces, contre trois sur dix qui s'y opposent. C'est au Québec que le niveau d'accord est le plus élevé, suivi de très près par l'Alberta et la Saskatchewan. Ce niveau d'accord est plus ou moins identique à ce qu'il était au début des années 2000, soit la dernière fois que la question fut posée.

Le soutien au « droit de retrait » relève aussi de l'idéologie politique, mais de façon différente dans les deux parties du pays. À l'extérieur du Québec, c'est le clivage traditionnel entre la gauche et la droite qui prévaut. La plupart des Canadiens (hors Québec) qui se situent à la droite de l'échiquier politique estiment que les provinces doivent profiter d'un droit de retrait avec compensation, contrairement à la majorité de ceux qui s'identifient à la gauche. Mais ce clivage gauche-droite n'a aucun effet sur l'avis des Québécois. Sans surprise, leur appui au droit de retrait est fortement lié à une toute autre forme d'idéologie : l'appui à la souveraineté de la province.

Confiance à l'égard des gouvernements fédéral et provinciaux ou territoriaux

En ce qui concerne la gestion du système de santé, la pandémie n'a pas vraiment changé l'opinion des Canadiens sur l'ordre de gouvernement qu'ils jugent le plus apte à agir dans le domaine. Les avis restent toutefois partagés, le tiers d'entre eux faisant surtout confiance à leur gouvernement provincial ou territorial, le quart faisant tout aussi confiance aux deux ordres et le cinquième privilégiant le gouvernement fédéral. On observe des proportions semblables concernant la capacité de prendre de bonnes décisions pour gérer la pandémie, malgré des variations considérables à l'échelle du pays. C'est ainsi dans les Territoires du Nord-Ouest, en Nouvelle-Écosse, au Québec et à l'Île-du-Prince-Édouard qu'on fait le plus fortement confiance à son gouvernement provincial ou territorial, alors que la confiance qu'inspire le gouvernement fédéral est à son plus haut niveau en Alberta et en Saskatchewan.

Cette étude a été menée par l'Environics Institute for Survey Research, en partenariat avec les organisations suivantes :

LA FONDATION CANADA WEST

La Fondation Canada West se penche sur les politiques qui façonnent l'Ouest et, par extension, le Canada. Au moyen de travaux de recherche et d'analyse indépendants fondés sur des données probantes, elle offre des solutions pratiques pour répondre aux défis en matière de politiques publiques auxquels l'Ouest doit faire face, tant à l'échelle locale que mondiale. <http://cwf.ca>

LE CENTRE D'ANALYSE POLITIQUE – CONSTITUTION ET FÉDÉRALISME (CAP-CF) À L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL (UQAM)

Le Centre d'analyse politique - Constitution et fédéralisme, à l'Université du Québec à Montréal, a pour mission de stimuler la recherche sur la politique constitutionnelle et le fédéralisme et de produire un savoir innovant, analytique et normatif sur les enjeux constitutionnels contemporains au Canada et dans les autres fédérations. <https://capcf.uqam.ca/>

L'INSTITUTE DE RECHERCHE EN POLITIQUES PUBLIQUES

L'Institut de recherche en politiques publiques, fondé en 1972, est un organisme canadien indépendant, bilingue et sans but lucratif. Sa mission consiste à améliorer les politiques publiques en produisant des recherches, en proposant de nouvelles idées et en éclairant les débats sur les grands enjeux publics auxquels font face les Canadiens et leurs gouvernements. <http://irpp.org/fr/>

LE BRIAN MULRONEY INSTITUTE OF GOVERNMENT

Le Brian Mulroney Institute of Government, fondé en 2018 et situé à l'Université St. Francis Xavier, a comme objectif de trouver des solutions créatives à des questions complexes touchant la gouvernance et les politiques publiques pancanadiennes et internationales. Ses activités de relations publiques, en plus de son programme universitaire de premier cycle de quatre ans en politiques publiques et gouvernance, visent à éclairer et façonner le discours pancanadien et international sur les enjeux qui touchent la politique, l'économie, la sécurité et la société. www.mulroneyinstitute.ca

LA JOHNSON SHOYAMA GRADUATE SCHOOL OF PUBLIC POLICY (JSGS)

Créée en 2007 par l'Université de Regina et l'Université de la Saskatchewan, la Johnson Shoyama Graduate School of Public Policy (JSGS) est reconnue pour ses formations innovatrices et ses programmes de microcrédit pour les étudiants diplômés et les praticiens des politiques publiques. À travers ses recherches qui poussent à la réflexion, la JSGS propose une perspective saskatchewanaise sur les enjeux politiques locaux, provinciaux, nationaux, et mondiaux sur des sujets tels que l'innovation, la science, les technologies, la société, les inégalités et la gouvernance. www.schoolofpublicpolicy.sk.ca

ENVIRONICS INSTITUTE FOR SURVEY RESEARCH

L'Environics Institute for Survey Research mène des recherches sociales et d'opinion publique pertinentes et originales liées à des questions touchant les politiques publiques et le changement social. C'est au moyen de tels travaux de recherche que les organisations et les gens peuvent mieux comprendre le Canada d'aujourd'hui, la façon dont il évolue et son avenir possible. <https://www.environicsinstitute.org>

**Environics
Institute**
For Survey Research

**CANADAWEST
FOUNDATION**


CENTRE D'ANALYSE POLITIQUE
CONSTITUTION FÉDÉRALISME

**JOHNSON
SHOYAMA**
GRADUATE SCHOOL OF PUBLIC POLICY
REGINA ■ USASK

IRPP
INSTITUT
DE RECHERCHE
EN POLITIQUES
PUBLIQUES

INSTITUTE
FOR RESEARCH
ON PUBLIC
POLICY

 **STFX**
UNIVERSITY

BRIAN MULRONEY
INSTITUTE OF GOVERNMENT



**Environics
Institute**

**The Environics Institute
for Survey Research**

900-33 Bloor Street East
Toronto, ON M4W 3H1

416 969 2457
www.environicsinstitute.org